Pourquoi le dépôt de liège d'Azazga (Kabylie) brûle-t-il le 1^{er} novembre 1954 ?

Les dépossession forestières constituent un aspect peu connu de la colonisation française en Algérie. Pourtant, celles-ci jouent un rôle décisif dans le quotidien des ruraux algériens. Comme société vivant majoritairement de l'agriculture et de l'élevage, la société algérienne à la période coloniale tire des forêts une part importante de ses ressources. Les forêts offrent aux éleveurs un pâturage indispensable aux troupeaux. Elles fournissent également le combustible nécessaire au chauffage ou à la cuisine ainsi que les matériaux nécessaires à l'artisanat et à la construction d'outils.

Or, l'administration coloniale souhaite rapidement restreindre les usages que font les ruraux algériens de ces précieuses ressources forestières. Présente dès 1838 en Algérie, l'administration des Eaux et Forêts cherche à faire appliquer le code forestier adopté quelques années plus tôt pour la France métropolitaine. Cette tentative demeure balbutiante au cours des premières décennies de la colonisation en raison de la faiblesse des effectifs de l'administration forestière mais à partir des années 1870 celle-ci se développe et cherche à imposer de nouveaux usages forestiers. De son point de vue, les forêts constituent d'abord et avant tout une précieuse ressource en vue de la commercialisation du bois, activité qui se conjugue mal avec les usages qu'en font les ruraux algériens. L'administration forestière cherche alors à imposer une conception marchande de la foresterie par laquelle les usages des populations algériennes sont disqualifiés, restreints et finalement sanctionnés.

Les zones de pacage sont sévèrement délimitées, les coupes de bois soumises à des autorisations préalables délivrées avec parcimonie et les cultures en forêt progressivement interdites. Cette application rigoureuse du code forestier en Algérie entraîne une forte conflictualité dont l'importance des procès-verbaux fournit un témoin statistique. A partir du début du XX^e siècle, plus de 15 000 procès-verbaux sont dressés chaque année pour des délits forestiers.

Dans cette situation, les forêts de chêne-liège qu'abritent la Kabylie et surtout l'est de l'Algérie aux environs de Bône / Annaba sont particulièrement surveillés par l'administration. Cette essence forestière est particulièrement rare en métropole et la France dépend largement au XIX^e siècle des importations espagnoles ou portugaises. Souhaitant développer sa production « nationale », la France compte alors sur son empire pour la fournir en liège, matériau indispensable pour la viticulture mais utilisé également comme isolant. Les forêts de chêne-liège sont ainsi particulièrement surveillées et les conflits y sont vifs. Des assassinats de gardes-forestiers défraient régulièrement la chronique coloniale.

Ces conflits se poursuivent tout au long de la période coloniale. La Première Guerre mondiale est par exemple l'occasion d'une explosion des violences forestières dans un contexte où l'administration des Eaux et Forêts est d'ailleurs affectée par la mobilisation. Ces conflits perdurent après la guerre et les forêts demeurent un enjeu politique jusqu'à la guerre d'indépendance. Cette chronologie présente une forte discordance par rapport à celle de métropole où les conflits tendent à s'atténuer à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Ce n'est sans doute pas un hasard si parmi les cibles de la nuit du 1^{er} novembre 1954, on trouve donc le dépôt de liège d'Azazga. Autre illustration symptomatique, le jour où Abdelmayak Sayad et Pierre Bourdieu débarquent en 1960 à Collo pour leur enquête sur les

camps de regroupement, le directeur de l'entreprise de chênes-liège « La Petite Kabylie » est assassiné¹. Cet assassinat, revendiqué par le FLN, témoigne de l'enjeu politique et symbolique qui subsiste autour de la propriété et de l'utilisation des forêts de chênes-liège en Algérie jusqu'à la fin de la période coloniale.

Antonin Plarier
Professeur d'histoire au lycée Jean Lurçat, Martigues

Bibliographie :

Diana K. Davis, *Les Mythes environnementaux de la colonisation du Maghreb*, Seyssel, Champ Vallon, 2012 (trad. 2007), 332p.

Lydia Hadj-Ahmed, *Deux villages en guerre (1954-1962). Vie quotidienne dans deux villages de Grande-Kabylie pendant la guerre d'indépendance algérienne : Aït-Bouadda et Moknéa*, Mémoire de recherche sous la direction de Raphaëlle Branche, ENS Ulm, 2015, 218p.

André Nouschi, « Notes sur la vie traditionnelle des populations forestières algériennes », *Annales de Géographie*, t. 68, n°370, 1959. pp. 525-535.

Antonin Plarier, « Populations et administration forestière en Algérie (1830 – 1914) : Des usages forestiers entre persistance et reconfiguration », *Cahiers du GHFF, Forêt, Environnement et Société*, n° 30, 2021, à paraître.

Jean-Yves Puyo, « Grandeurs et vicissitudes de l'aménagement des suberaies algériennes durant la période coloniale française (1830-1962) », *Forêt Méditerranéenne*, t. 34, n° 2, 2013, pp. 129-142.

¹ Salah Bouhedja, Entretien réalisé par Tassadit Yacine, « "Il était un parmi les dix" Autour de l'enquête sur les camps de regroupement dans le déracinement », *AWAL*, n° 27 – 28, 2003, pp. 287 – 293.